

# Livre blanc sur la consolidation de la paix

Genève 2015

La Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix est un projet mené conjointement par quatre institutions

# SOMMAIRE

---

<b>Synthèse</b>	page 3
<b>Préface</b>	page 5
<b>Introduction</b>	page 6
1. Le contexte général dans lequel s'inscrit la consolidation de la paix	page 7
2. Les obstacles existants dans la pratique de la consolidation de la paix	page 9
3. Les opportunités à exploiter dans la pratique de la consolidation de la paix	page 12
4. Consolider la paix dans le futur : quelles perspectives	page 14
<b>Conclusion</b>	page 17
<b>Annexe 1:</b> Processus et méthodologie	page 18
<b>Annexe 2:</b> Liste des documents de référence	page 21

## A propos du Livre blanc sur la consolidation de la paix

Le processus d'élaboration de ce Livre blanc a été coordonné par la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et financé par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse. Il a été préparé avec le concours des spécialistes de toutes les régions du monde qui constituent le réseau de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et de ses quatre partenaires – le Centre sur les conflits, le développement et la consolidation de la paix (CCDP) de l'Institut de hautes études internationales et du développement; le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP); Interpeace; et le Bureau Quaker auprès des Nations unies (QUNO) – et avec le soutien des membres du réseau du Centre pour la coopération internationale (CIC) de l'Université de New York (NYU) et de celui du DFAE suisse.

La Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix a été mandatée pour apporter de nouveaux éléments de connaissance et de compréhension sur la consolidation de la paix et les contextes dans lesquels elle est mise en œuvre. Elle a également vocation à créer des passerelles entre la Genève internationale, l'architecture onusienne de consolidation de la paix à New York et les activités de consolidation de la paix sur le terrain. C'est dans ce cadre qu'elle a assuré la coordination de ce Livre blanc. La Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix est un projet mené conjointement par quatre institutions et n'a, de ce fait, pas vocation à mener des activités de plaidoyer. La Plateforme est un pôle consacré à l'expertise et au savoir-faire pratiques acquis en matière de consolidation de la paix grâce aux expériences de terrain et à la recherche.

Les opinions exprimées dans ce Livre blanc ne sont pas nécessairement le reflet de celles des quatre partenaires de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix – le CCDP, le GCSP, Interpeace et le QUNO –, du DFAE suisse ou du CIC de l'Université de New York.

© Geneva Peacebuilding Platform, 2015

*Maison de la Paix*, Chemin Eugène-Rigot 2, Genève, Suisse

E-mail: [info@gpplatform.ch](mailto:info@gpplatform.ch)

Site internet: <http://www.gpplatform.ch>

## SYNTHÈSE

---

Le Livre blanc sur la consolidation de la paix est le fruit d'un processus de douze mois, durant lequel des discussions approfondies ont été menées, des documents de référence publiés et des consultations organisées avec des spécialistes de la consolidation de la paix de toutes les régions du monde. Cet exercice avait vocation à permettre l'intégration de points de vue et perspectives d'horizons divers sur l'avenir de la consolidation de la paix et sur les possibilités offertes aux différents pays et sociétés de parvenir à une paix durable. Il visait également à explorer le rôle que les Nations unies et les autres acteurs internationaux ou locaux sont susceptibles de jouer dans ce type de processus.

La volonté d'élargir la discussion sur la consolidation de la paix trouve son origine dans la nécessité de répondre aux pressions qui s'exerceront inévitablement sur les systèmes institutionnels et sociétaux dans les dix années à venir – et ce à tous les niveaux – et qui amplifieront très certainement les risques de conflit. Pour surmonter ces obstacles, il sera nécessaire de renforcer les compétences des acteurs de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits pour rendre leur action plus efficace. En outre, les points de vue divergent aussi bien sur la forme que devrait adopter la consolidation de la paix aux niveaux international et local que sur le « comment », le « pourquoi » et le « qui » des interventions dans ce domaine.

En vingt ans, les pratiques de la consolidation de la paix ont gagné en envergure et en professionnalisme. Dans la plupart des cas, ces pratiques reposent sur des approches qui prônent l'utilisation du dialogue, la construction d'une confiance réciproque et la recherche du consensus pour parvenir à un règlement ou à une bonne gestion des conflits par des moyens non violents. Mais, si les acteurs de ce domaine ont acquis de l'expérience, la mise en pratique de la consolidation de la paix reste souvent médiocre, d'où la nécessité d'entamer un processus de discussion de plus grande envergure sur ce champ de pratique.

La publication de ce Livre blanc, et des réflexions qu'il contient, intervient à un moment particulièrement opportun puisque l'architecture onusienne de consolidation de la paix est entrée dans son processus décennal d'évaluation et que le Secrétaire général des Nations unies a récemment institué un Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix. Dans ces deux cadres, il sera possible de repenser le rôle de l'ONU dans la consolidation de la paix et de comprendre en quoi l'organisation s'inscrit dans l'évolution plus générale des pratiques en la matière. Ce Livre blanc a vocation à nourrir ce processus en explorant le contexte général dans lequel s'inscrit la consolidation de la paix et en mettant en lumière les points de vue existants sur les obstacles à surmonter et les opportunités à saisir dans ce domaine ainsi que sur l'avenir de ce champ d'intervention.

Les résultats clés de cette recherche sont regroupés en quatre sections :

### 1. Le contexte général dans lequel s'inscrit la consolidation de la paix

- De nombreuses régions sont confrontées à une évolution de leur paysage sécuritaire.
- Les caractéristiques des conflits violents ont changé.
- Le pouvoir est désormais doté d'un caractère plus diffus.
- Les fonctions et compétences des États sont remises en cause dans de nombreuses régions du monde.
- Les systèmes nationaux, régionaux ou sociétaux seront probablement soumis à des pressions de plus en plus fortes dans le futur.
- La capacité des institutions à se préparer et à réagir aux menaces à la paix est mise en doute.

## 2. Les obstacles existants dans la pratique de la consolidation de la paix

- Les interventions de consolidation de la paix placées sous le contrôle d'intervenants externes ne sont plus viables, au plan politique comme au plan pratique.
- Parmi les spécialistes de la consolidation de la paix, beaucoup constatent que l'espace opérationnel accessible dans le cadre de leurs activités se réduit.
- Les interventions visent désormais davantage à « sécuriser » la paix et à permettre un meilleur développement.
- Des difficultés persistent en l'absence d'une définition commune des pratiques de la consolidation de la paix.
- Les résultats de l'institutionnalisation de la consolidation de la paix au sein des Nations unies restent limités dans la pratique.
- Dans de nombreuses régions, la naissance d'une « industrie de la paix » a changé la donne en introduisant de nouvelles incitations à mettre en œuvre la consolidation de la paix.
- Le nombre d'ONG a augmenté, mais leur contribution à la consolidation de la paix manque souvent de clarté et d'efficacité.
- Les pratiques de la consolidation de la paix ne prennent pas suffisamment en compte le rôle des acteurs et des institutions basées dans les pays développés dans le déclenchement des conflits et les dynamiques de paix.

## 3. Les opportunités à exploiter dans la pratique de la consolidation de la paix

- La consolidation de la paix est un domaine en constante adaptation au changement et en recherche permanente de solutions créatives.
- Les occasions offertes aux organisations régionales de participer aux opérations de consolidation de la paix sont considérables.
- Les zones urbaines offrent de nombreuses possibilités de renforcer les pratiques de la consolidation de la paix.
- Les Nations unies ont conservé toute leur pertinence dans les processus de consolidation de la paix, particulièrement en tant que forum diplomatique.
- L'évaluation décennale de l'architecture de consolidation de la paix et le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix sont deux cadres dans lesquels les pratiques de la consolidation de la paix au sein et hors du système des Nations unies pourront être renforcées.
- Ce domaine est un vivier de compétences techniques en croissance constante.
- Les échanges Sud-Sud relatifs aux pratiques de la consolidation de la paix doivent être encouragés.

## 4. Consolider la paix dans le futur : quelles perspectives ?

- Démystifier la pratique de la consolidation de la paix pour l'améliorer.
- Prévenir les conflits violents par le biais d'un renforcement de la consolidation de la paix fondé sur l'expertise locale.
- Intégrer les technologies de l'information, de la communication et des réseaux dans les approches de la consolidation de la paix.
- Sensibiliser les décideur-e-s pour faire évoluer la perception des pratiques de consolidation de la paix.
- Créer des réseaux pour unir les acteurs susceptibles de provoquer le changement.
- Transformer l'appui à la consolidation de la paix.
- Concevoir de nouveaux modèles de financement pour la consolidation de la paix.
- Effectuer le suivi des tendances qui caractérisent le financement de la consolidation de la paix.

Les perspectives et points de vue rassemblés dans ce Livre blanc ainsi que les documents de référence ont vocation à nourrir et à élargir la discussion qui doit être menée sur l'avenir de la consolidation de la paix ainsi que sur les opportunités à saisir et les obstacles à surmonter dans ce champ d'intervention. Celle-ci doit intervenir d'autant plus rapidement que de nombreux États et sociétés voient d'ores et déjà leur paysage sécuritaire se transformer et que la pratique de la consolidation de la paix est mise à l'épreuve.

## PRÉFACE

---

L'« Agenda pour la paix » de 1992 définit la consolidation de la paix après les conflits comme une « action menée en vue de définir et d'étayer les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités ». Mais, vingt ans après, cette perspective de la consolidation de la paix postérieure aux conflits a été rendue caduque par l'évolution de la nature des conflits violents et la nécessité subséquente d'y apporter des réponses adaptées. La consolidation de la paix est désormais mise en pratique dans des contextes plus variés, dans des situations de transition politique douce aussi bien que dans des régions exposées à des tensions accrues à cause du changement climatique, d'une urbanisation galopante ou encore d'investissements de grande ampleur sujets à controverse. Ces changements montrent à quel point il est urgent de reconsidérer notre manière de penser les pratiques de la consolidation de la paix. Les communautés politiques et les communautés de pratique sont nombreuses à tenter de résoudre l'équation qui leur permettrait d'identifier les moyens les plus efficaces pour qu'un pays, par lui-même, puisse s'acheminer vers une paix durable, avec le soutien de l'Organisation des Nations unies (ONU) et des autres acteurs internationaux.

Ces réflexions interviennent à un moment particulièrement opportun puisque l'architecture onusienne de consolidation de la paix est entrée dans son processus décennal d'évaluation et que le Secrétaire général des Nations unies vient de créer un Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix. Dans ces deux cadres, il sera possible de repenser le rôle de l'ONU dans la consolidation de la paix et de comprendre en quoi l'organisation s'inscrit dans l'évolution plus générale des pratiques en la matière. Ce Livre blanc a vocation à nourrir ce processus en explorant le contexte général dans lequel s'inscrit la consolidation de la paix et en mettant en lumière les points de vue existants sur les opportunités à saisir et les obstacles propres à ce champ d'intervention. Il propose également des éléments de réflexion sur les perspectives d'avenir de la consolidation de la paix.

Ce Livre blanc est le fruit d'un processus collaboratif de douze mois impliquant une multitude d'acteurs, dont la coordination a été assurée par la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et le financement par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse. Ce processus a été conçu pour permettre une discussion de plus grande envergure sur les moyens les plus efficaces, pour les pays, de s'acheminer par eux-mêmes vers une paix durable.

## INTRODUCTION

---

Dans la lignée des « livres blancs » publiés dans les cercles gouvernementaux, ce document a vocation à stimuler le débat portant sur les obstacles et les opportunités qui caractérisent le domaine de la consolidation de la paix ainsi que sur les perspectives d'avenir de ce champ d'intervention dans les États et sociétés affectés par des conflits. Ce Livre blanc ne vise ni le consensus ni la défense d'une thèse quelconque. Au contraire, il tente d'exposer et de saisir une multitude de points de vue et de perspectives différentes.

Il est le fruit d'un processus collaboratif qui a été nourri par des éléments divers. Des discussions ont été menées avec plus de 100 spécialistes de la consolidation de la paix qui exercent leurs activités dans toutes les régions du monde, aussi bien au niveau communautaire qu'au niveau national ou international. En outre, vingt documents de référence ont été élaborés et de multiples discussions et consultations se sont tenues dans ce cadre. Le processus de recueil des données a été mis en œuvre à partir de la base et de façon aussi inclusive que possible. Cette initiative visait en effet à saisir les opinions personnelles d'individus venant d'horizons très divers, notamment des corps diplomatiques, des organisations internationales, du monde des affaires, de la société civile et du milieu universitaire.

Cet exercice avait pour objectif d'introduire des points de vue et des perspectives différentes dans la discussion en cours sur l'avenir de la consolidation de la paix, tout en reconnaissant l'existence d'un corpus considérable de travaux réalisés au sein des communautés politiques et universitaires.<sup>1</sup> Dans le cadre de l'élaboration de ce Livre blanc, des auteur·e·s ont été mandaté·e·s pour élaborer un certain nombre de documents de référence. Publiés en même temps que le Livre blanc, ces derniers mettent en lumière la diversité des points de vue existants d'une part sur les moyens qui permettraient aux pays et aux sociétés d'atteindre par eux-mêmes une paix durable et, d'autre part, sur les modalités selon lesquelles les Nations unies et les autres acteurs locaux et internationaux peuvent apporter leur aide.

Pourquoi est-il nécessaire d'élargir la discussion ? En premier lieu, les États et les sociétés seront soumis à des pressions plus fortes dans les dix années à venir, et seront probablement confrontés à des conflits plus nombreux. Parmi les déterminants de ces pressions, on peut par exemple évoquer les tendances démographiques (croissance de la population, urbanisation plus intense), les tendances économiques (inégalités plus marquées et chômage en hausse), l'évolution des rapports de pouvoir (constellations mouvantes, déconcentration du pouvoir, affaiblissement du contrôle exercé par les États), le changement climatique (des catastrophes naturelles plus nombreuses et des variations climatiques plus marquées) et enfin les nouvelles dynamiques des conflits (tensions géopolitiques, une violence de plus en plus fréquemment chronique, de nouvelles menaces, etc.).<sup>2</sup> Ces pressions de plus en plus fortes augmenteront probablement les risques de conflits. Dans certaines régions, il se peut que ces conflits soient violents. Pour surmonter ces difficultés, il sera nécessaire de renforcer les compétences des acteurs de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits pour rendre leur action plus efficace.

En second lieu, il convient de prendre en compte les perceptions associées à la consolidation de la paix. De nombreux États et sociétés ont vu leur destin évoluer considérablement durant les décennies qui viennent de s'écouler. Dans les pays émergents, une multitude de nouveaux acteurs ont acquis une confiance nouvelle en leurs capacités, qui leur a permis de mettre leurs intérêts en avant dans différents forums et contextes,

---

1 Voir par exemple les deux recueils de quatre volumes chacun qui rassemblent plus de 200 travaux clés sur la consolidation de la paix. V. Chetail et O. Jütersonke (eds), *Peacebuilding* (Abingdon : Routledge, 2014) ; et R. Mac Ginty (ed), *Peacebuilding* (Londres : Sage, 2014).

2 Voir le document de référence No 14 ; et National Intelligence Council (NIC) [Conseil national du renseignement américain], *Global Trends 2030 : Alternative Worlds* (Washington D.C. : NIC, 2012) ; Martin Commission for Future Generations, *Now for the Long Term*. (Oxford : Université d'Oxford, 2013) ; J.C Glenn, T.J Gordon et E. Florescu, *State of the Future 2013-2014* [L'état du futur 2013-2014] (Washington D.C. : Le Millennium Project, 2014) - en anglais, synthèse disponible en français.

notamment dans le domaine de la consolidation de la paix. Cette évolution a permis l'expression de points de vue différents sur la forme que doit prendre la consolidation de la paix aux niveaux international et local, mais aussi sur le « comment », le « pourquoi » et le « qui » des interventions dans ce domaine. Inspirée par tous ces changements, une discussion de plus grande ampleur vise actuellement à démystifier la consolidation de la paix et les pratiques diverses qu'elle englobe.

En vingt ans, les pratiques de la consolidation de la paix ont gagné en envergure et en professionnalisme. Dans la plupart des cas, ces pratiques reposent sur des approches qui prônent l'utilisation du dialogue, la construction d'une confiance réciproque et la recherche du consensus pour parvenir à un règlement ou à une bonne gestion des conflits par des moyens non violents. Mais, si les acteurs de la consolidation de la paix ont acquis de l'expérience, la mise en pratique de cette dernière reste souvent médiocre. En conséquence, ce Livre blanc met en évidence un champ de pratique en plein développement et de nombreuses compétences sous-utilisées.

Le Livre blanc sur la consolidation de la paix est divisé en quatre parties. La première regroupe des points de vue sur le contexte général dans lequel s'inscrit la consolidation de la paix. La seconde et la troisième partie décrivent respectivement les obstacles que la consolidation de la paix devra surmonter dans la pratique et les opportunités qu'elle pourrait exploiter. La quatrième partie propose une réflexion sur les perspectives d'avenir de la consolidation de la paix. L'annexe 1 détaille le processus d'élaboration de ce Livre blanc et la méthodologie utilisée dans ce cadre. L'annexe 2 énumère les documents de références élaborés. Les sources sont mentionnées dans les notes de bas de page.

## 1. Le contexte général dans lequel s'inscrit la consolidation de la paix

**De nombreuses régions sont confrontées à une évolution de leur paysage sécuritaire.** Les déterminants clés de cette évolution sont, notamment, l'instabilité politique chronique, la persistance des conflits et d'une forte volatilité sociale, la prolifération de groupes armés et d'acteurs transnationaux non étatiques, les différends liés à la gestion des terres et des ressources naturelles, l'affaiblissement des systèmes étatiques et l'existence de cycles récurrents de violence pour la conquête du pouvoir étatique ou des marchés. Ces transformations se manifestent de manière différente selon les régions, mais elles sont particulièrement fortes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, en Europe de l'Est, en Asie du Sud-Est, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Dans ces régions, certaines sociétés sont confrontées à des formes similaires d'érosion de leur tissu social, même si les déterminants de cette érosion diffèrent d'une société à l'autre. Cette érosion n'est pas un phénomène nouveau mais, dans de nombreuses régions, elle s'est amplifiée sous l'effet du changement climatique, de conflits et de violences d'un type nouveau, de différends géopolitiques, des activités de la criminalité transnationale organisée et des réseaux terroristes mais aussi de l'aggravation des inégalités. Dans ce contexte difficile, la consolidation de la paix est indéniablement mise à l'épreuve.

**Les caractéristiques des conflits violents ont changé.** Dans de nombreuses zones de conflit, les règles du jeu sont désormais fixées par des factions armées d'un type nouveau caractérisées par des affiliations mouvantes. Parallèlement, les catégories classiques des conflits « interétatiques » ou des « guerres civiles » s'avèrent de plus en plus fréquemment inadaptées aux configurations des nouveaux conflits. Les morts violentes se produisent, dans leur grande majorité, hors des zones de conflit majeures dont les médias font habituellement état.<sup>3</sup> Le fait que la violence a des conséquences de nature différente pour les femmes, les enfants et les personnes âgées est désormais bien mieux accepté.<sup>4</sup> Dans les pays qui souffrent de « violence chronique », le nombre de morts violentes atteint des proportions particulièrement préoccupantes. C'est par exemple le cas en Amérique centrale

3 Human Security Report Project, Human Security Report 2013 : The Decline in Global Violence (Vancouver : Human Security Press, 2014) ; Secrétariat de la Déclaration de Genève, Fardeau mondial de la violence armée : affrontements meurtriers (Cambridge : Cambridge University Press, 2011).

4 Organisation mondiale de la santé (OMS), Rapport de situation mondial 2014 sur la prévention de la violence (Genève : OMS, 2014).

et en Amérique du Sud, mais aussi dans de nombreuses grandes villes de tous les continents. Les conséquences sociales et économiques de ce phénomène sont considérables.<sup>5</sup> Parallèlement, les tensions géopolitiques s'amplifient et créent de nouvelles dynamiques de conflit, comme le soulignent notamment les documents de référence sur l'Asie du Nord-Est, l'Europe et l'Asie centrale. En outre, les États et les sociétés sont désormais exposés à de nouvelles menaces, notamment la prolifération du matériel permettant des frappes de précision, celle des cyber-instruments et enfin celle de l'armement bioterroriste.<sup>6</sup>

**Le pouvoir est désormais doté d'un caractère plus diffus.** Les acteurs de la consolidation de la paix, qu'ils soient étatiques, non étatiques ou infranationaux – par exemple les villes – sont de plus en plus nombreux et jouent tous un rôle de plus en plus déterminant. De nombreux acteurs s'engagent dans des activités de consolidation de la paix hors des cadres institutionnels existants et utilisent une autre terminologie pour servir leurs initiatives et leurs intérêts dans un contexte spécifique. Les discussions ont révélé que, dans les villes, le développement de réseaux de praticien-ne-s avait permis aux maires locaux de lutter plus efficacement contre la violence urbaine. Parallèlement, les technologies de la communication ont contribué au développement de nouveaux réseaux qui rassemblent, en différentes proportions, des acteurs étatiques et non étatiques.<sup>7</sup> Dans le champ de la consolidation de la paix, ces processus ont ouvert de nouveaux espaces, à la fois extérieurs aux organisations intergouvernementales et en relation avec celles-ci. En outre, la présence dans ces espaces d'acteurs très divers soulève des questions nouvelles. Par exemple, « comment organiser la répartition du travail entre les différents acteurs qui œuvrent à l'appropriation de la consolidation de la paix par les pays et les sociétés ? » « Quels sont les liens qui unissent les initiatives menées aux différents niveaux ? » Ou encore, « la consolidation de la paix peut-elle être efficace sans une vision inclusive de sa mise en œuvre à tous les niveaux ? »

**Les fonctions et compétences des États sont remises en cause dans de nombreuses régions du monde.** Dans leur grande majorité, les documents de référence régionaux et les personnes interrogées s'accordent à dire que certains États ne sont que partiellement en mesure de garantir la sécurité, le bien-être et la représentation de leur population.<sup>8</sup> Dans certaines zones d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, les États n'exercent plus ni pouvoir, ni autorité, ni contrôle sur leur territoire, ces attributs échouant désormais aux acteurs de la criminalité organisée. Au Moyen-Orient ou en Afrique, certains États ont perdu ces compétences au profit de groupes armés transnationaux. Dans la plupart des régions, le contrôle exercé par les États sur leur propre territoire est contesté, le plus souvent violemment. Ce constat vient contredire les principes opérationnels dominants des organisations internationales gouvernementales et des processus interétatiques, fondés sur les notions de souveraineté nationale et de relations entre gouvernements.

**Les systèmes nationaux, régionaux ou sociétaux seront probablement soumis à des pressions de plus en plus fortes dans le futur.** Selon les études de référence et selon certaines des personnes interrogées, les ressources en hydrocarbures, les terres, les armes légères, la marginalisation sociale, le changement climatique et l'urbanisation galopante comptent parmi les déterminants de ces pressions. Ces éléments sont bien connus et bien documentés.<sup>9</sup> Les études de référence soulignent le fait que la découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures et les projets d'infrastructure de grande envergure amplifient la pression exercée sur les systèmes nationaux et sociétaux existants. Ce phénomène est particulièrement visible en Afrique de l'Est, en Asie du Sud-Est, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Selon les études et les personnes interrogées, la marginalisation des jeunes et les frustrations qu'ils et elles ressentent constituent un obstacle majeur à la

5 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *La sécurité des citoyens à visage humain : des preuves et des propositions pour l'Amérique latine* (disponible en anglais) (New York : PNUD, 2013).

6 NIC, *Global Trends 2030*, 67.

7 Voir NIC, *Global Trends 2030*, *op.cit.*

8 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Supporting Statebuilding in Situations of Conflict and Fragility: Policy Guidance* (Paris : OCDE, 2011).

9 Assemblée générale des Nations unies (AGNU), 2005, Document final du Sommet mondial 2005 (New York : Nations unies, 2005) ; Nations Unies, *Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015* (New York : Nations unies, 2013) ; Banque mondiale, *Rapport 2011 sur le développement dans le monde : conflits, sécurité et développement* (Washington D.C. : Banque mondiale, 2011) ; OCDE, *Penser globalement, agir localement : faire face aux facteurs mondiaux qui influent sur le risque de conflit et de fragilité* (OCDE : Paris, 2012).

consolidation de la paix dans le contexte politique, social et économique actuel. Dans certaines parties de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, l'exclusion constante et la stigmatisation dont sont victimes des catégories entières de jeunes ont donné naissance à des formes « chroniques » de violence.

**La capacité des institutions à se préparer et à réagir aux menaces à la paix est mise en doute.** Les documents de référence montrent que les pratiques de nombreuses institutions de l'ONU sont de plus en plus souvent guidées par des incitations institutionnelles. Cette tendance est particulièrement nette au Moyen-Orient et dans différentes régions d'Afrique, zones dans lesquelles les incitations à faire perdurer ou à financer une institution, un mandat, un département ou un poste spécifique ont souvent pris le pas sur la finalité même de l'institution ou du département en question.<sup>10</sup> Ces incitations ont altéré la capacité des institutions à s'adapter à des contextes changeants. Elles ont également renforcé le cloisonnement préalablement établi au sein de ces structures sur la base de certains concepts. Dans certains contextes, cet état de fait a également créé un décalage entre les pratiques institutionnelles et les besoins en appui à la consolidation de la paix au niveau local.<sup>11</sup>

## 2. Les obstacles existants dans la pratique de la consolidation de la paix

**Les interventions de consolidation de la paix placées sous le contrôle d'intervenants externes ne sont plus viables, au plan politique comme au plan pratique.** Les documents de référence régionaux soulignent le fait que de nombreux États et acteurs sociaux ont acquis une confiance nouvelle en leurs capacités, notamment au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Ces derniers en donnent pour preuve leur volonté de remettre en cause les approches souvent paternalistes adoptées par les étrangers pour maîtriser les dynamiques de la consolidation de la paix sur le terrain. Sont habituellement considérés comme « étrangers » les bailleurs de fonds d'autres pays, les organisations internationales ou les organisations non gouvernementales (ONG) internationales qui visent à influencer les dynamiques politiques dans une région ou un contexte spécifique. Ce phénomène est particulièrement marqué en Asie centrale, en Afrique centrale et en Amérique du Sud. Dans ces régions, certains gouvernements plus affirmés et plus centralisés ont fait reculer les Nations unies dans leurs tentatives de mise en œuvre d'activités dites de consolidation de la paix. Ce faisceau d'observation tend à confirmer l'existence d'une déconnection entre la mise en œuvre de la consolidation de la paix au niveau local et les actions menées par les organisations internationales et les bailleurs de fonds bilatéraux.<sup>12</sup> Ces constats lèvent également le voile sur la complexité de la réalité qui se dissimule derrière les notions d'« appropriation » et de « participation » dans le cadre des processus de consolidation de la paix.<sup>13</sup> On considère trop souvent que l'« appropriation » doit être le fait exclusif des autorités gouvernementales et que la « participation » est un processus réservé aux élites. Mais les sociétés sont beaucoup plus complexes que cette conception de la réalité ne le laisse penser. Souvent, les gouvernements et les élites ne bénéficient pas d'une légitimité suffisante pour s'exprimer de manière crédible au sujet des processus d'appropriation de la consolidation de la paix par le corps social.<sup>14</sup> Il convient donc d'élargir la signification de la notion d'« appropriation » pour y inclure d'autres acteurs, comme les partis politiques, les acteurs de la société civile, les entreprises et les acteurs étatiques de tous niveaux.

10 Ces processus institutionnels ont été bien compris, voir par exemple M.N. Barnett et M. Finnmore, « The Politics, Power and Pathologies of International Organizations », *International Organization*, 53:4 (1999), 699-732.

11 S. Autesserre, *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding* (Cambridge: Cambridge University Press, 2010); P. Uvin, *Life After Violence: A People's Story of Burundi* (Londres: Zed Books, 2009).

12 Voir par exemple M. Bradbury et S. Healy (eds.) *Whose Peace is it Anyway: Connecting Somali and International Peacemaking* (Londres: Conciliation Resources en association avec Interpeace, 2010); M.B. Anderson, D. Brown et I. Jean, *Time to Listen: Hearing People on the Receiving End of International Aid* (Cambridge: CDA Collaborative Learning Projects, 2013); A. Donini, L. Minear, I. Smillie, T. van Baarda et A.C. Welch, *Mapping the Security Environment: Understanding the Perceptions of Local Communities, Peace Support Organizations and External Aid Agencies* (Medford: Feinstein International Famine Centre, 2005).

13 T. Paffenholz, « Civil Society and Peace Negotiations: Beyond the Inclusion–Exclusion Dichotomy », *Negotiation Journal* 30:1 (2014), 69-91.

14 A. Ramsbotham et A. Wemmann (eds.), *Legitimacy and Peace Processes: From Coercion to Consent* (Londres: Conciliation Resources, 2014).

**Parmi les spécialistes de la consolidation de la paix, beaucoup constatent que l'espace opérationnel accessible dans le cadre de leurs activités se réduit.** Confrontées à des lois antiterroristes plus sévères, aux pressions exercées par les élites gouvernantes et à des cadres normatifs, les personnes interrogées ont le sentiment d'exercer leurs activités dans un espace limité par des contraintes de plus en plus fortes.<sup>15</sup> Ils et elles ont fréquemment noté l'existence d'un décalage entre la volonté individuelle des artisans et artisanes de la paix de prendre des risques pour parvenir à leurs fins – parfois en se mettant personnellement en danger – et l'attitude frileuse des bailleurs de fonds et des organisations internationales. Ces derniers favorisent la plupart du temps les relations avec les acteurs étatiques, ce qui rend plus difficile le travail de consolidation de la paix dans certaines régions. Tout particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique centrale, les artisans et artisanes de la paix luttent pour être entendus dans des contextes où la priorité est donnée aux approches des conflits violents par les interventions militaires ou les actions de sécurisation. En Amérique centrale et en Amérique du Sud, les approches de ce type pèsent également sur leur liberté d'action. Pourtant, dans ces régions, de nouveaux espaces semblent s'ouvrir pour les pratiques de consolidation de la paix, notamment parce que les approches répressives de la lutte contre le crime et la violence criminelle se sont soldées par des échecs cuisants.<sup>16</sup> Les leaders actifs aux niveaux national et infranational ont également proposé des approches substitutives aux politiques répressives mises en œuvre pour lutter contre la violence liée aux stupéfiants et à la criminalité.<sup>17</sup>

**Les interventions visent désormais davantage à « sécuriser » la paix et à permettre un meilleur développement.** Comme nous l'avons vu récemment en Afrique centrale, en Afrique de l'Est et de l'Ouest ou au Moyen-Orient, les États et les organisations internationales ont, pour la plupart, réorienté leurs méthodes de gestion des conflits et de la paix vers des stratégies de sécurisation. On observe une tendance similaire dans la prise en charge de la sécurité urbaine.<sup>18</sup> Dans de nombreuses régions du monde, le discours et les pratiques propres aux approches des conflits violents et non violents par la sécurisation ont supplanté les approches par la consolidation de la paix. Parmi les spécialistes de la consolidation de la paix, beaucoup sont préoccupé-e-s par cette prédominance des approches par la sécurisation. Ils et elles estiment en effet que celles-ci sont limitées, et souvent contreproductives, quand il s'agit de traiter les facteurs sous-jacents qui mettent la paix en péril. La prépondérance des approches par la sécurisation doit sans doute être attribuée à la cohérence et à la puissance des activités de lobbying déployées par le secteur de la défense pour protéger ses intérêts politiques et commerciaux. Il n'existe pas, dans le domaine de la consolidation de la paix, de lobby aussi fort et aussi cohérent, qu'il soit gouvernemental ou privé.

**Des difficultés persistent en l'absence d'une définition commune des pratiques de la consolidation de la paix.** Les documents de référence régionaux et de nombreuses personnes interrogées soulignent le fait que la notion de consolidation de la paix peut avoir une signification différente d'une communauté politique à l'autre.<sup>19</sup> Chaque communauté perçoit les concepts de manière différente. Mais les représentant-e-s des États et les fonctionnaires associent souvent la consolidation de la paix à l'ONU, à son architecture ou à ses départements opérationnels consacrés à ce champ d'intervention. Parmi les spécialistes de terrain chevronné-e-s, beaucoup (notamment au sein du système des Nations unies) font la distinction entre, d'une part, les idées politiques qui circulent au sein de l'ONU sur ses propres activités dans ce domaine et, d'autre part, les pratiques de la consolidation de la paix mises en œuvre au niveau communautaire, à partir de la base et dans une perspective transversale. Mais, sur le terrain, la plupart des individus continuent simplement à faire ce qui doit être fait pour consolider la paix sans se préoccuper de ces définitions.

15 Voir aussi K. Mackintosh et P. Duplat, *Study of the Impact of Donor Counterterrorism Measures on Principled Humanitarian Action*, Étude indépendante commanditée par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) et le Conseil norvégien pour les réfugiés, juillet 2013; S. Hasbeslagh, « Listing Terrorists: The Impact of Proscription on Third-party Efforts to Engage Armed Groups in Peace Processes – A Practitioner's Perspective », *Critical Studies on Terrorism*, 6:1 (2013), 189-208; J. Arnault, « Legitimacy and Peace Processes: International Norms and Local Realities », in Ramsbotham et Wennmann, *Legitimacy and Peace Processes* 21-25.

16 PNUD, *La sécurité des citoyens à visage humain*, op cit.

17 Commission mondiale pour la politique des drogues, *Prendre le contrôle : sur la voie de politiques efficaces en matière de drogues* (Rio de Janeiro : Commission mondiale pour la politique des drogues, 2014); Argueta et A. G. Táger, Paz, *Seguridad y Prevención de Conflictos en Centroamérica* (Guatemala City: Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales, 2014); O. Jütersonke, R. Muggah et D. Rodgers, « Gangs, Urban Violence, and Security Interventions in Central America », *Security Dialogue* 40:4/5 (2009), 373-397.

18 S. Graham, *Cities Under Siege: The New Military* (Londres: Verso, 2011).

19 M. Barnett, H. Kim, M. O'Donnell et L. Sitea, « Peacebuilding: What Is in a Name? », *Global Governance* 13:1 (2007), 35-58.

**Les résultats de l'institutionnalisation de la consolidation de la paix au sein des Nations unies restent limités dans la pratique.** Certains documents de référence montrent que la « consolidation onusienne de la paix » reste associée à une approche séquentielle des conflits, à une attitude normative caractéristique de l'internationalisme libéral et à un cadre opérationnel axé sur le déploiement de missions. Les personnes interrogées pendant les consultations organisées à New York et à l'occasion d'autres discussions soulignent le fait que, malgré la création des Configurations spécifiques à un pays (réunions de la Commission de la consolidation de la paix spécifiques à un pays - RSP), les apports de l'architecture onusienne de consolidation de la paix (ACP) restent limités. Font néanmoins figure d'exception les actions menées dans le cadre d'initiatives individuelles de la présidence de certaines RSP et celles du Fonds pour la consolidation de la paix (FCP). Les personnes interrogées mettent également l'accent sur le fait que les discussions menées au sein des Nations unies sur le thème de la consolidation de la paix sont souvent axées sur la place de celle-ci dans la structure organisationnelle de l'ONU et sur le fonctionnement de l'ACP. Elles témoignent aussi d'une désaffection progressive du système des Nations unies pour la consolidation de la paix ainsi que de « querelles de clocher » et de dissensions qui compromettent l'efficacité d'institutions comme la Commission de consolidation de la paix (CCP), le FCP et le Bureau d'appui à la consolidation. Ces observations ont été reprises dans plusieurs analyses pendant la préparation de l'évaluation décennale de l'ACP.<sup>20</sup>

**Dans de nombreuses régions, la naissance d'une « industrie de la paix » a changé la donne en introduisant de nouvelles incitations à mettre en œuvre la consolidation de la paix.** Parmi les personnes interrogées, beaucoup disent avoir le sentiment que des motivations à caractère lucratif influencent chaque jour davantage la mise en œuvre de programmes de consolidation de la paix par certaines organisations, notamment pendant ou après les conflits qui revêtent un intérêt particulier pour les bailleurs de fonds. Elles ont également été nombreuses à expliquer cette tendance par la concurrence de plus en plus intense qui oppose les organisations en quête de ressources dans un contexte où de nombreux programmes de niveau national connaissent une crise du financement. D'autres tendances importantes ont été évoquées : l'inflation artificielle de l'éventail des interventions menées par les ONG locales et les programmes des Nations unies ainsi que la mobilisation des ressources pour le financement des frais fixes aux dépens des dépenses consacrées à la satisfaction des besoins ou à l'appropriation des initiatives par la population locale. Certaines des personnes interrogées ont déploré une intellectualisation de plus en plus marquée de l'appui à la consolidation de la paix. Au plan individuel, il semble que des acteur-trice-s du domaine s'engagent véritablement en faveur de la paix dans des contextes spécifiques mais que, simultanément, ils et elles conçoivent de plus en plus fréquemment la consolidation de la paix comme une carrière comme une autre, choisie dans le but d'évoluer professionnellement et pas nécessairement de défendre certaines valeurs.

**Le nombre d'ONG a augmenté, mais leur contribution à la consolidation de la paix manque souvent de clarté et d'efficacité.** Certaines régions ont vu fleurir une véritable mosaïque d'ONG en réponse aux incitations financières et aux aides proposées par les bailleurs de fonds étrangers. Les ONG sont également perçues comme des instruments susceptibles d'imposer la primauté des influences politiques externes sur les systèmes politiques locaux. Les opinions et la volonté politique semblent désormais s'exprimer plus systématiquement par le biais de ces ONG qui prolifèrent que par celui de plateformes politiques plus générales – les partis politiques par exemple – dont le développement reste, par comparaison, limité. Dans de nombreuses régions, les ONG forment un paysage fragmenté et les partis et gouvernements en place ont repoussé l'idée d'une vie politique participative. Au Moyen-Orient particulièrement, mais aussi en Afrique du Nord, en Afrique centrale et en Afrique de l'Est, la confiance accordée aux ONG reste limitée dans la mesure où il n'est pas possible d'identifier les objectifs qui motivent véritablement leur action. De nombreuses ONG sont étroitement liées à des entreprises, à des gouvernements ou à des intérêts internationaux.

20 S. Hearn, A. Kubitschek Bujones et A. Kugel, United Nations « *Peacebuilding Architecture* » : *Past Present Future* (New York : Centre pour la coopération internationale de l'Université de New York, 2014); M. von der Schulenburg, *Rethinking Peacebuilding: Transforming the UN Approach* (New York : Académie internationale de la paix, 2014); Fondation Dag Hammarskjöld (FDH), *The Peacebuilding Commission's Impact and Engagement*, Rapport de l'atelier (Uppsala : FDH, 2013).

**Les pratiques de la consolidation de la paix ne prennent pas suffisamment en compte le rôle des acteurs et des institutions basées dans les pays développés dans le déclenchement des conflits et les dynamiques de paix.** Parmi les personnes interrogées, beaucoup ont constaté la tendance des acteurs internationaux à faire porter la responsabilité des conflits violents sur les acteurs locaux. Inversement, il semble que les acteurs locaux identifient les comportements des acteurs basés dans les pays développés – leurs choix politiques et leurs modèles de consommation – comme des facteurs clés des dynamiques des conflits. Dans les Amériques et en Asie, l’approche adoptée pour lutter contre le trafic de drogue, axée sur l’offre plutôt que sur la demande, est une bonne illustration de cette tendance. En Afrique, en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est, le rôle que jouent les entreprises intégrées dans les économies des pays industrialisés ou émergents dans la question de l’exploitation des ressources naturelles témoigne également de cette évolution. De manière générale, les politiques européennes relatives à la consolidation de la paix ne tiennent aucun compte des conséquences des décisions politiques européennes et de l’implication des acteurs européens sur les autres pays et régions du monde.

### 3. Les opportunités à exploiter dans la pratique de la consolidation de la paix

**La consolidation de la paix est un domaine en constante adaptation au changement et en recherche de solutions créatives.** La communauté de la consolidation de la paix est capable de s’adapter aux circonstances difficiles dans lesquelles ses membres exercent leurs activités et d’imaginer des moyens innovants de traiter les anciens et les nouveaux problèmes. Cette capacité est une ressource inestimable. Dans les contextes de consolidation de la paix, la capacité d’adaptation et la créativité dont font preuve ces spécialistes les conduit quotidiennement à prendre des risques personnels considérables. Les pratiques ont également évolué grâce à des acteurs venant d’horizons divers : des fonctionnaires appartenant à des instances gouvernementales, des membres d’organisations non gouvernementales, de groupes religieux ou d’entreprises ou encore des leaders de certaines communautés. Pourtant, c’est souvent parce que certains individus ont fait preuve d’initiative dans des cadres institutionnels plus vastes – qu’il s’agisse d’un gouvernement, d’une organisation internationale, d’une entreprise ou de la société civile – que les pratiques de la consolidation de la paix ont progressé. Au sein des Nations unies, l’accent a été mis sur les architectures en faveur de la paix, sur les conseils en matière de paix et de développement et enfin sur le soutien à la médiation.<sup>21</sup> Dans les entreprises, les investissements et les opérations se sont progressivement orientés vers la gestion des risques « non sécurisés ».<sup>22</sup> Certaines organisations confessionnelles disposent d’un réseau d’artisans et d’artisan(e)s de la paix venant de la base qui constitue un véritable avantage.

**Les occasions offertes aux organisations régionales de participer aux opérations de consolidation de la paix sont considérables.** Un certain nombre d’organisations régionales, en activité ou naissantes, ont été identifiées dans les documents de référence régionaux, notamment en Asie du Sud-Est, en Afrique australe, en Afrique de l’Est, en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Europe. Les discussions ont montré les progrès réalisés ces dernières années dans la coopération entre organisations régionales d’une part, et entre ces organisations et l’ONU d’autre part. Cette évolution a été encouragée, notamment par les échanges de personnel, les séances d’évaluation informelles et la mise en œuvre d’un certain nombre de dispositifs interinstitutionnels. Selon certains documents de référence, il serait préférable de situer la coordination des opérations de consolidation de la paix au niveau régional plutôt que de la confier à une architecture centralisée basée à New York. Le document de référence sur l’Afrique du Nord défend par exemple l’idée que le renforcement du rôle des organisations régionales permettrait de relever les défis auxquels la région est actuellement confrontée. Mais les personnes interrogées ont aussi relevé les difficultés provoquées par la mise en place d’une architecture décentralisée de la consolidation de la paix, parmi lesquelles les divisions politiques

21 C. Kumar, « Building National Infrastructures for Peace: UN Assistance for Internally Negotiated Solutions to Violent Conflict », in S. Allen Nan Z. Mampilly et A. Bartoli (eds), *Peacemaking: From Practice to Theory* (Santa Barbara: Praeger, 2011), 384-399.

22 B. Ganson (ed), *Management in Complex Environments: Questions for Leaders* (Stockholm: International Council of Swedish Industry, 2013).

internes et la faiblesse des capacités pratiques de certaines organisations régionales. Au-delà des questions de régionalisation, le soutien à la consolidation de la paix a également commencé à évoluer vers l'élaboration de pactes nationaux spécifiques, comme on a pu le constater récemment en Afrique de l'Est.<sup>23</sup>

**Les zones urbaines offrent de nombreuses possibilités de renforcer les pratiques de la consolidation de la paix.** Aujourd'hui, les villes sont de véritables aimants pour l'activité économique et offrent des débouchés à de nombreuses personnes. Elles sont aussi des lieux où règne la misère et où les inégalités sont extrêmes, notamment dans le domaine de l'accès aux services de base comme le logement, l'éducation, la santé, l'alimentation, les transports, la sécurité et la justice.<sup>24</sup> Les personnes les plus démunies se massent dans les quartiers les plus pauvres et les bidonvilles où elles sont simultanément confrontées à des privations et à des niveaux élevés de violence. Les documents de référence régionaux sur l'Amérique centrale et sur l'Amérique du Sud mettent en lumière les échecs des mesures de sécurisation et des politiques répressives mises en œuvre pour lutter contre la violence criminelle. Ils soulignent également le fait que ces approches ont souvent contribué à amplifier la violence et à provoquer de nouveaux conflits. Mais d'autres approches ont également été adoptées dans ces régions, des méthodes de résolution des conflits et de consolidation de la paix fondées sur des approches intégrées qui excluent les interventions militaires ou les actions de sécurisation.<sup>25</sup> En Amérique centrale et en Amérique du Sud, ces approches ont évolué dans le cadre d'initiatives relatives à la sécurité citoyenne ou à la sûreté urbaine. Les dirigeants des villes pourraient lutter encore plus efficacement contre la violence et consolider davantage la paix dans les centres urbains s'ils pouvaient travailler en collaboration plus étroite avec les praticiens et praticiennes de la consolidation de la paix.

**Les Nations unies ont conservé toute leur pertinence dans les processus de consolidation de la paix, particulièrement en tant que forum diplomatique.** En tant que plus important forum étatique au monde, l'ONU contribue à transformer les politiques nationales, notamment par le biais de l'accompagnement diplomatique. Celui-ci peut, par exemple, prendre la forme d'un soutien à la médiation dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général ou d'une aide à l'établissement de bonnes relations entre les gouvernements et les bailleurs de fonds multilatéraux ou bilatéraux grâce aux RSP de la CPP. Pourtant, les Nations unies semblent perdre de leur légitimité dans certaines régions, notamment en Afrique du Nord et de l'Est et au Moyen-Orient. Cette évolution limitera indéniablement le rôle de l'ONU dans ces régions.

**L'évaluation décennale de l'architecture de consolidation de la paix et le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix sont deux cadres dans lesquels les pratiques de la consolidation de la paix au sein et hors du système des Nations unies pourront être renforcées.** L'évaluation décennale et le Groupe de haut niveau sont censés inciter les États membres de l'ONU à accorder davantage d'importance aux questions relatives à la consolidation de la paix. Ces deux processus pourraient aussi évaluer l'efficacité du modèle opérationnel qui prévaut en matière de paix et de sécurité, lequel repose sur les notions de « mission » et de « déploiement ». L'évaluation de l'ACP sera probablement axée sur les manifestations institutionnelles du soutien à la consolidation de la paix au sein de l'ONU. Néanmoins, le fait que les États membres soient, dans ce cadre, plus attentifs à la consolidation de la paix est une occasion à saisir pour mettre en lumière la nature changeante des pratiques relatives à ce domaine. De nombreux acteurs non gouvernementaux voient dans cette évaluation une occasion de demander à ce que la relation entre l'ACP et les organisations de la société civile devienne plus systématique. À l'heure actuelle, la CCP est essentiellement cantonnée dans un rôle de coordination de la consolidation de la paix entre les différents départements et agences de l'ONU ainsi qu'avec les États membres. Elle ne traite aucunement de la participation et de la contribution des organisations de la société civile.

23 S. Hearn et T. Zimmerman, *A New Deal for Somalia? The Somali Compact and its Implications for Peacebuilding* (New York: CIC-NYU, 2014).

24 OMS, « Urban Population Growth » (Genève : Observatoire mondial de la santé, n.d.) ; Humansecurity-cites.org, *Human Security for an Urban Century: Local Challenges, Global* (Ottawa : Human Security Research and Outreach Programme of Foreign Affairs et International Trade Canada and the Canadian Consortium on Human Security, 2007).

25 R. Muggah et K. Aguirre, *Mapping Citizen Security Interventions in Latin America: Reviewing the Evidence* (Oslo: NOREF, 2013).

**Ce domaine est un vivier de compétences techniques en croissance constante.** De manière générale, les connaissances techniques sur les différents aspects théoriques et pratiques de la consolidation de la paix progressent.<sup>26</sup> L'expertise relative à la consolidation de la paix est dispersée dans différents secteurs, notamment dans le milieu académique, les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales internationales, les entreprises et enfin dans différents types de structures locales. De nombreux acteurs s'opposent à la mise en œuvre de processus de consolidation de la paix contrôlés par des intervenants externes. Mais d'autres acteurs gouvernementaux ou de la société civile, exposés au conflit, font fréquemment appel à une assistance technique externe. Celle-ci peut notamment prendre la forme d'une expertise complémentaire dans différents domaines : l'appui à la médiation, l'élaboration des processus, la réforme du secteur de la sécurité ou encore divers autres domaines thématiques. En réponse à ces demandes, divers acteurs internationaux ont acquis la capacité à fournir cette assistance technique à toute une palette d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Selon nombre de spécialistes de niveau local interrogé-e-s pendant la préparation de ce Livre blanc, il serait nécessaire de travailler davantage à l'établissement de liens entre l'expertise technique des acteurs locaux et les institutions chargées d'élaborer les politiques internationales. Le flux d'expertise pourrait ainsi circuler dans les deux sens – du niveau international au niveau local et du niveau local au niveau international. Les organisations internationales sont nombreuses à privilégier l'expertise internationale aux dépens de l'expertise locale, les dynamiques *macro* aux dépens des dynamiques *micro*.<sup>27</sup>

**Les échanges Sud-Sud relatifs aux pratiques de la consolidation de la paix doivent être encouragés.**

Les praticiens et praticiennes de la consolidation de la paix de toutes les régions du monde ont beaucoup à dire sur les leçons qu'ils et elles ont tirées de leur expérience et sur les différentes approches existantes en matière de résolution des conflits et de consolidation de la paix. Mais, dans la plupart des cas, les mécanismes permettant l'apprentissage mutuel et les échanges d'expérience à l'échelle d'un continent, et particulièrement entre les régions, sont trop peu nombreux. Les informations factuelles disponibles sur l'efficacité des différentes approches pourraient être démultipliées si les échanges sur la consolidation de la paix étaient renforcés.

#### 4. Consolider la paix dans le futur : quelles perspectives ?

**Démystifier la pratique de la consolidation de la paix pour l'améliorer.** Les personnes interrogées et les documents de références sont nombreux à signaler l'existence d'un écart entre les besoins en matière de consolidation de la paix au niveau local et l'aide fournie par les organisations et les bailleurs de fonds internationaux.<sup>28</sup> Les pratiques mises en œuvre en la matière au sein du système des Nations unies ont donné de la consolidation de la paix l'image d'une « intervention externe » menée par le biais de « missions » ou de « programmes », autant de processus qui se déroulent dans la sphère des gouvernements et des organisations internationales. Cette perception ne coïncide pas avec l'expérience vécue par d'autres communautés qui œuvrent à la consolidation de la paix. Leurs membres soulignent le fait que cette dernière est née des communautés. Ils et elles la considèrent comme un processus inclusif, qui implique une multitude d'acteurs, repose sur la base et varie en fonction des contextes. Il est nécessaire d'élargir la discussion sur la mise en pratique de la consolidation de la paix dans des contextes spécifiques et sur ce que le soutien apporté devrait inclure ou ne pas inclure pour être efficace. Cette discussion de plus grande ampleur pourrait être un pas décisif vers des sociétés plus prospères et plus pacifiques.

26 A. Odendaal, *Local Peace Committees and National* (Washington D.C. : Institut américain pour la paix, 2013) ; M. Brandt, J. Cottrell, Y. Ghai et A. Regan, *Constitution-making and Reform Options for the Process* (Genève : Interpeace, 2011) ; K. Pappagianni, *National Dialogue Processes in Political*, Civil Society Dialogue Network Discussion Paper No.3. (Genève et Bruxelles : Centre pour le dialogue humanitaire et Bureau européen de liaison pour la construction de la paix, 2014) ; R. Ricigliano, *Making Peace Last: A Toolbox for Sustainable* (Boulder : Paradigm Publishers, 2012).

27 P. Justino, T. Brück, et P. Verwimp (eds), *A Micro-level Perspective on the Dynamics of Conflict, Violence and Development* (Oxford : Oxford University Press, 2013).

28 Voir aussi S. Autesserre, *Peaceland : Conflict Resolution and Everyday Politics of International Intervention* (Cambridge : Cambridge University Press, 2014).

**Prévenir les conflits violents par le biais d'un renforcement de la consolidation de la paix fondé sur l'expertise locale.** Les crises récentes qu'ont traversées l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient, l'Afrique centrale et l'Afrique du Nord ainsi que la tendance à la violence chronique qui se manifeste en Amérique centrale et en Amérique du Sud ont clairement souligné l'ampleur des difficultés que les acteurs internationaux et locaux devront surmonter pour prévenir les conflits violents. Parmi les personnes interrogées, beaucoup ont noté les limites imposées par les sensibilités politiques au renforcement de la prévention au sein de l'ONU. Ce Livre blanc souligne l'importance des approches et des acteurs locaux de la consolidation de la paix. Cette expertise locale pourrait être très utile à la prévention des conflits violents. Pour que les mesures nécessaires soient prises pour désamorcer les tensions à un stade précoce, il reste donc à identifier les moyens d'intégrer ce savoir local dans les différents niveaux de fonctionnement des instances gouvernementales. Des progrès ont été réalisés, particulièrement en Amérique du Sud et en Amérique centrale, dans la mise en place d'observatoires qui permettent le suivi des tendances et le déclenchement d'alertes précoces.<sup>29</sup> De nombreux éléments factuels semblent également confirmer l'efficacité des stratégies de prévention mises en œuvre dans le domaine de la santé publique. Ces succès pourraient inspirer les pratiques adoptées dans le domaine de la consolidation de la paix.<sup>30</sup>

**Intégrer les technologies de l'information, de la communication et des réseaux dans les approches de la consolidation de la paix.** Durant ces dix dernières années, les nouvelles technologies se sont rapidement développées et ont fait évoluer les modes de communication, de mise en réseau et d'échange d'informations. Cette évolution est variable d'une région à l'autre, mais on estime que 2,5 milliards de personnes ont accès à Internet et 6 milliards à un téléphone portable.<sup>31</sup> Il reste du travail à faire pour renforcer l'efficacité des pratiques de la consolidation de la paix en y intégrant les nouvelles technologies. Si de nombreuses technologies ont permis de raffermir les identités de groupe en créant des liens plus forts entre des individus qui partagent les mêmes opinions, la consolidation de la paix doit encore parvenir à établir des connections qui traversent les lignes de conflit. Grâce aux nouvelles technologies, il est également possible d'élaborer les programmes et les stratégies de campagne en y intégrant la dimension des réseaux, ce qui pourrait encourager l'introduction de nouvelles méthodes de travail dans le domaine de la consolidation de la paix. Mais certaines questions restent sans réponse, notamment celles du rôle de la technologie dans le suivi et l'évaluation, de l'élaboration de processus inclusifs ou encore de la gestion de l'information.

**Sensibiliser les décideur-e-s pour faire évoluer la perception des pratiques de consolidation de la paix.** Au sein des institutions, ce sont les individus qui provoquent le changement, ou y résistent. Bien que certaines bureaucraties soient dotées d'une capacité impressionnante à « réfréner les élans » des personnes dynamiques susceptibles de faire changer les choses, certain-e-s décideur-e-s sont animé-e-s d'une véritable volonté de faire en sorte que les institutions interviennent plus efficacement pour consolider la paix. Pour les sensibiliser, il est notamment possible de proposer des analyses et de lancer le débat sur le rôle des plus hauts niveaux hiérarchiques des organisations internationales et des gouvernements nationaux dans l'évolution de la mise en pratique de la consolidation de la paix. Ce débat peut s'appuyer sur les fonctionnaires qui ont une expérience de terrain, sur les partenariats multisectoriels et sur une prise en compte de la diversité des contextes. L'un des groupes visés pourrait être celui des instances dirigeantes des organes de presse. Elles pourraient en effet contribuer à faire évoluer la manière de rendre compte des conflits, des transitions politiques et de la consolidation de la paix.

29 P. Eavis, *Working Against Violence: Promising Practices in Armed Violence Reduction and Prevention* (Genève: Secrétariat de la Déclaration de Genève, 2011); Organisation mondiale de la santé (OMS), *Prévention de la violence: les faits* (Genève: OMS, 2011).

30 OMS, *Rapport de situation mondial 2014 sur la prévention de la violence*, op. cit.

31 Martin Commission for Future Generations, *Now for the Long Term*, op.cit., 22.

**Créer des réseaux pour unir les acteurs susceptibles de provoquer le changement.** Les discussions organisées dans le cadre de l'élaboration du Livre blanc révèlent l'existence de nombreuses personnes courageuses qui se consacrent quotidiennement à consolider la paix. Très souvent, ils et elles prennent des risques personnels considérables dans le cadre de leurs activités. Ces hommes et ces femmes, leurs familles et leurs amis ne sont que très peu protégés. Ces acteurs et actrices du changement travaillent à différents niveaux et dans différents secteurs, notamment au sein des gouvernements, des communautés locales, des entreprises et des médias. Si leur ingéniosité et leur flexibilité leur permettent de continuer leur travail, ils et elles ne bénéficient pas d'un accès suffisant à l'expertise et à l'expérience de leurs homologues actifs dans d'autres parties du monde. Les femmes peuvent jouer un rôle particulièrement important au niveau local, en tant que créatrices de réseaux et en tant que qu'agentes de médiation dans des situations où les autres acteurs ne sont pas les bienvenus ou n'osent pas s'aventurer. L'existence d'un réseau informel de soutien aux acteurs et actrices locaux du changement pourrait permettre un renforcement des échanges Sud-Sud sur le thème d'une consolidation plus efficace de la paix. Ce réseau permettrait aussi de nourrir les discussions politiques sur la consolidation de la paix menées à New York, à Genève ou dans d'autres pôles de la politique internationale.

**Transformer l'appui à la consolidation de la paix.** L'assistance à la consolidation de la paix consiste à soutenir les acteurs locaux dans leurs actions en la matière en apportant une expertise et en dispensant des conseils susceptibles de s'inscrire dans les programmes et processus élaborés localement. La consolidation de la paix n'est ni une « mission » ni un « programme ». Il est nécessaire d'approfondir les connaissances disponibles sur les rouages de cet accompagnement, notamment en matière de différenciation des rôles et des responsabilités. L'accompagnement diplomatique des gouvernements pourrait, par exemple, être organisé sous l'égide des Nations unies, notamment par le biais de la CCP. En comparaison avec les institutions étatiques, les réseaux professionnels ont fait preuve d'une plus grande efficacité dans l'accompagnement des acteurs concernés et la transmission de leur expertise.

**Concevoir de nouveaux modèles de financement pour la consolidation de la paix.** Parmi les spécialistes qui ont contribué à ce Livre blanc, beaucoup pensent que le modèle de financement de la consolidation de la paix par des bailleurs de fonds externes va devenir de moins en moins durable. Les sources de fonds étrangères risquent tout d'abord de se tarir en cas de restrictions budgétaires. En outre, les financements de ce type faussent l'espace consacré à la consolidation de la paix en proposant des incitations à mettre en œuvre des approches qui pourraient s'avérer inadaptées dans certains contextes. Si les initiatives de consolidation de la paix et les mesures de prévention et de réduction de la violence armée sont dépendantes de l'aide extérieure, leurs perspectives à long terme peuvent se trouver affaiblies, notamment parce que cette dépendance réduit les possibilités d'appropriation des initiatives par les acteurs locaux. Les questions relatives au contrôle des mécanismes de financement sont très étroitement liées à leur contexte.

**Effectuer le suivi des tendances qui caractérisent le financement de la consolidation de la paix.** Il n'existe actuellement aucun système de suivi des modèles et des flux de financement de la consolidation de la paix. En établissant une base de référence sur laquelle pourraient reposer les mécanismes de suivi des tendances du financement de la consolidation de la paix, il serait possible de mieux comprendre l'ampleur du soutien apporté et de mieux cerner le type d'aide fournie. Ce suivi pourrait être axé sur le financement des activités de soutien aux approches qui prônent l'utilisation du dialogue, la construction d'une confiance réciproque et la recherche du consensus pour parvenir à un règlement ou à une bonne gestion des conflits par des moyens non violents. Les tentatives de clarification des modèles et des tendances du financement de la consolidation de la paix pourraient s'appuyer sur l'expérience accumulée dans les domaines de l'humanitaire et du développement en matière d'établissement de statistiques annuelles sur les tendances et les flux.

## CONCLUSION

---

**L**es perspectives et points de vue rassemblés dans ce Livre blanc et dans les documents de référence qui accompagnent cette publication peuvent être utilisés dès maintenant pour nourrir une discussion de plus grande envergure sur l'avenir de la consolidation de la paix ainsi que sur les obstacles et les opportunités à saisir dans ce domaine. Cette discussion doit être menée dans les plus brefs délais. Les voix dont ce Livre blanc se fait l'écho mettent l'accent sur l'évolution du paysage sécuritaire à laquelle de nombreux États et sociétés doivent faire face. Dans certaines régions, les conséquences du changement climatique, de l'urbanisation galopante et des tensions géopolitiques sont un fait avéré et non un scénario à venir. Pour apporter sa contribution à cette discussion, ce Livre blanc a rassemblé un large spectre de perspectives par le biais d'un processus collaboratif et impliquant une multitude d'acteurs. Il vient donc renforcer la base de données factuelles disponibles sur la consolidation de la paix et contribue à une meilleure compréhension des contextes mondiaux et régionaux dans lesquels la consolidation de la paix est mise en pratique.

## ANNEXE 1 : PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

---

### 1. Processus

Le Livre blanc sur la consolidation de la paix a été élaboré par le biais d'un processus collaboratif visant à saisir et à exposer une multitude de points de vue et de perspectives différentes. Ce Livre blanc est le fruit d'une initiative de douze mois, coordonnée par la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et financée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse. Il a été préparé avec le concours des spécialistes de toutes les régions du monde qui constituent le réseau de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et de ses quatre partenaires – le Centre sur les conflits, le développement et la consolidation de la paix (CCDP) de l'Institut de hautes études internationales et du développement; le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP); Interpeace; et le Bureau Quaker auprès des Nations unies (QUNO) – et avec le soutien des membres du réseau du Centre pour la coopération internationale (CIC) de l'Université de New York (NYU) et de celui du DFAE suisse.

Les objectifs de ce Livre blanc sur la consolidation de la paix sont le reflet quasi-fidèle de ceux de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix :

- Apporter une contribution aux discussions en cours en produisant des contenus, des analyses ou des éléments de compréhension sur la consolidation de la paix à la croisée des institutions, des secteurs et des disciplines;
- Permettre des échanges francs et honnêtes en organisant les discussions en dehors des réunions officielles visant à déterminer les positions et loin du cloisonnement sectoriel ou institutionnel ainsi que des « querelles de clocher »;
- Être à l'écoute des artisans et artisanes de la paix qui travaillent sur le terrain dans le monde entier et faire entendre leur voix dans les cercles de décision de Genève, de New York et des autres pôles de la politique internationale.

Pour les besoins du Livre blanc, la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix a institué un groupe de soutien composé de représentant-e-s confirmé-e-s des quatre partenaires de la Plateforme, du CIC de l'Université de New York et du DFAE suisse, formant ainsi une passerelle entre New York et Genève. Le groupe a été chargé de superviser tous les aspects du travail réalisé, notamment la structure même du processus, la mobilisation des interlocuteur-trice-s et des auteur-e-s, le recueil et l'analyse des données et enfin l'examen des résultats et le contrôle de qualité. Depuis le mois d'octobre 2013, le groupe de soutien a rassemblé ses membres selon différentes configurations approximativement tous les deux mois.

### 2. Méthodologie

La première phase du processus d'élaboration de ce Livre blanc a consisté en la définition de questions directrices thématiques susceptibles de guider les discussions (voir la section 3 consacrée aux questions directrices). Pour permettre aux interlocuteur-trice-s de s'exprimer librement sur leur vécu, en se fondant sur une conception des pratiques et institutions de la consolidation de la paix qui leur soit propre et qui soit placée dans son contexte, il a été délibérément choisi de définir des thèmes relativement généraux.

En termes plus techniques, ce ne sont pas des catégories analytiques préconstruites (par exemple une définition spécifique de la consolidation de la paix) qui ont sous-tendu le processus, mais une volonté de faire émerger les modèles d'adhésion et de désaccord des données elles-mêmes, notamment des points de vue et perspectives échangés par le biais des entretiens, des documents de référence et des discussions qui ont eu lieu pendant les réunions, les consultations et le séminaire.

Au lieu de chercher à combler des lacunes identifiées dans les données, l'intention a été de déconstruire les éléments sous-jacents : les hypothèses, les présupposés et les modes habituels du récit. Quel est l'ensemble des données dont nous disposons, hors de toute analyse, grâce aux questions posées jusqu'à maintenant ? En d'autres termes, comment pouvons-nous disséquer l'« architecture des informations » relatives à la consolidation de la paix de façon à permettre la « découverte » de nouvelles perspectives et formes de savoir au cours du processus ?

La Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix s'est mise en relation avec des praticiens et praticiennes de la consolidation de la paix actifs dans toutes les régions du monde. Pour recueillir les données, elle a procédé de quatre manières différentes :

**Des conversations approfondies avec des membres de diverses communautés concernées :** Parmi les 80 personnes contactées dans ce cadre, 28 ont accepté de prendre part à une conversation approfondie avec un membre du personnel de la Plateforme. Les personnes interrogées ont été identifiées par le biais d'un processus participatif mené avec les membres du réseau de praticien-ne-s et diplomates de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et de ses partenaires. Les conversations, d'une durée de 30 à 60 minutes, ont été structurées par un ensemble de questions directrices (voir section 3). Pour encourager l'authenticité des évaluations, la confidentialité des conversations a été garantie et leur contenu utilisé sous forme non nominative.

**Des documents de référence qui proposent des perspectives régionales :** La Plateforme a chargé différent-e-s auteur-e-s d'élaborer 12 documents de référence porteurs d'une perspective régionale sur la consolidation de la paix. Il a leur été demandé de proposer une analyse authentique et originale portant sur trois questions :

- Quels sont les principaux obstacles à la consolidation de la paix dans votre région ?
- Quelles sont les opportunités à exploiter dans les deux années à venir pour consolider la paix dans votre région ?
- De quel type d'appui votre région a-t-elle besoin pour consolider la paix dans les deux années qui viennent ? Quel pourrait être le rôle spécifique de l'ONU ?

Les auteur-e-s ont été identifié-e-s par le biais d'un processus commun mené avec les membres du réseau de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et de ses partenaires. Ils et elles ont été sélectionné-e-s en fonction de différents critères dont le plus important était leur connaissance approfondie des dynamiques spécifiques à une région. L'annexe 2 recense les documents élaborés et leurs auteur-e-s, ainsi que les régions concernées.

**Des documents de référence qui proposent des perspectives thématiques :** La Plateforme a chargé différent-e-s auteur-e-s d'élaborer 8 documents consacrés à la littérature politique et universitaire sur la consolidation de la paix, à l'histoire des dynamiques institutionnelles dans ce domaine, aux données et aux tendances qui caractérisent les menaces à la paix et enfin à un certain nombre d'autres thèmes spécifiques. Les auteur-e-s de ces revues thématiques ont été identifié-e-s par le biais d'un processus collaboratif mené avec les membres du réseau de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et de ses partenaires.

**Des consultations, des réunions et un séminaire :** Sur une période de douze mois, la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix a organisé trois consultations à New York sur le thème du Livre blanc (les 21 octobre 2013, 3 mars 2014 et 11 juillet 2014). Deux autres se sont tenues à Genève (les 20 mars et 2 avril 2014). Organisées sous l'égide des Missions de la Suisse auprès des Nations unies à New York et à Genève, ces consultations ont été des occasions pour les États membres de l'ONU et les autres parties concernées d'apporter des éléments de contenu et leur expérience au processus du Livre blanc et d'être régulièrement tenus informés des progrès de ce dernier.

D'autres éléments de connaissance ont été recueillis dans le cadre d'une série de réunions informelles :

- What's next in Peacebuilding ? [Quelles sont les prochaines étapes pour la consolidation de la paix?] - réunion organisée par le Bureau Quaker auprès des Nations unies (New York, 4 et 5 mars 2014);
- Le Forum urbain mondial 2014 – organisé par l'UN-HABITAT (Medellin, du 5 au 11 avril 2014);
- Seizing Opportunities: Peacebuilding in a Complex World [Saisir les occasions: la consolidation de la paix dans un monde complexe] – réunion organisée par FriEnt (Berlin, 7 et 8 mai 2014);
- Preparing for the 2015 PBC Review [Se préparer à l'évaluation 2015 de la CCP] – réunion organisée par la Fondation Dag Hammarskjöld (Uppsala, 14 mai 2014);
- Retreat on the White Paper on Peacebuilding: Distilling preliminary findings, shaping the strategic horizon [Séminaire consacré au Livre blanc sur la consolidation de la paix: distiller les résultats préliminaires et imaginer son horizon stratégique] – réunion organisée par le Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse et la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix (Chexbres, du 4 au 6 mai 2014); et
- What Future for Peacebuilding? Needs, Policy, Action [Quel avenir pour la consolidation de la paix? Besoins, politiques et actions] – Réunion annuelle de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix (Genève, 20 et 21 novembre 2014).

Les consultations, les réunions et le séminaire ont été conçus pour permettre le recueil de données complémentaires mais aussi pour mettre à l'épreuve et renforcer les modèles thématiques et conceptuels auxquelles l'analyse a donné naissance.

### 3. Questions directrices

Les discussions approfondies se sont appuyées sur une série de questions directrices pour atteindre trois objectifs analytiques spécifiques. Ces questions ont été élaborées en collaboration avec le groupe de soutien de la Plateforme et ont été communiquées aux participants et participantes avant la discussion.

**Objectif 1:** Rassembler des points de vue sur la nature et l'évolution de l'univers de la consolidation de la paix au sens large du terme

- Que faites-vous pour consolider la paix ?
- Que signifie « la consolidation de la paix » dans votre quotidien professionnel ?
- Quels changements avez-vous noté dans votre manière de consolider la paix depuis que vous travaillez dans ce domaine ?

**Objectif 2:** Rassembler des points de vue sur le rôle des Nations unies et des autres organisations multilatérales ou régionales dans l'univers de la consolidation de la paix au sens large du terme

- Dans quelle mesure collaborez-vous avec les organisations multilatérales ou régionales ?
- Quelles sont les agences de l'ONU avec lesquelles vous avez travaillé ?
- Avez-vous obtenu des succès notables dans le cadre de cette collaboration ?

**Objectif 3:** Rassembler des points de vue sur la consolidation de la paix dans des contextes particulièrement violents ou fragiles

- Comment imaginez-vous la consolidation de la paix à l'avenir ?
- Pensez-vous que les acteurs externes y joueront un rôle spécifique ?
- Avez-vous des attentes spécifiques vis-à-vis des Nations unies ?

## ANNEXE 2 : LISTES DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

---

### Perspectives régionales

#### Afrique

- No.1 West Africa [Afrique de l'Ouest], *Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou* (en anglais)
- No.2 East Africa [Afrique de l'Est], *Jok Madut Jok, Ken Menkhaus, and Nuur Mohamud Sheekh* (en anglais)
- No.3 Central Africa [Afrique centrale], *Thierry Vircoulon, Charlotte Arnaud, and Violette Tournier* (en anglais)
- No.4 Southern Africa [Afrique australe], *Dimpho Motsamai* (en anglais)

#### Les Amériques

- No.5 Central America [Amérique centrale], *Bernardo Arévalo de León et Ana Glenda Táger Rosado* (en anglais)
- No.6 South America [Amérique du Sud], *Eduarda Hamman* (en anglais)

#### Asie

- No.7 Central Asia [Asie centrale], *Anna Matveeva* (en anglais)
- No.8 Northeastern Asia [Asie du Nord-Est], *Sachio Nakato* (en anglais)
- No.9 Southeastern Asia [Asie du Sud-Est], *Ed Garcia* (en anglais)

#### Europe

- No.10 Europe, *Catherine Woollard* (en anglais)

#### Moyen-Orient et Afrique du Nord

- No.11 Middle East [Moyen-Orient], *Riccardo Bocco et Souhail Belhadj* (en anglais)
- No.12 North Africa [Afrique du Nord], *Souhail Belhadj et Riccardo Bocco* (en anglais)

### Perspectives thématiques

- No.13 Peacebuilding: A Review of the Academic Literature [La consolidation de la paix: une revue de la littérature académique], *Vincent Chetail et Oliver Jütersonke* (en anglais)
- No.14 Peacebuilding: A Review of the Policy Literature [La consolidation de la paix: une revue de la littérature politique], *Aminata Sow* (en anglais)
- No.15 Risks to Peace: A Review of Data Sources [Les menaces à la paix: une revue des sources de données], *Aske Nørby Bonde et Achim Wennmann* (en anglais)
- No.16 The UN Peacebuilding Architecture: Institutional Evolution in Context [L'architecture onusienne de consolidation de la paix: son évolution institutionnelle replacée dans son contexte], *Sarah Hearn, Alejandra Kubitschek Bujones et Alischa Kugel* (en anglais)
- No.17 Understanding the Negotiations Towards the UN's Peacebuilding Architecture [Comprendre les négociations de l'architecture onusienne de consolidation de la paix], *Jussi Hanhimäki* (en anglais)
- No.18 Peacebuilding: Evolution, Trends, Visions – Retreat Synthesis [La consolidation de la paix: évolution, tendances et visions – Synthèse du séminaire], *Achim Wennmann* (en anglais)
- No.19 Operational Field Perspectives on Peacebuilding [Perspectives de terrain sur la consolidation de la paix], *Louis Hoffmann* (en anglais)
- No.20 New Technologies: The Future of Alternative Infrastructures for Peace [Nouvelles technologies: l'avenir des infrastructures alternatives en faveur de la paix], *Helena Puig Larrauri, Rodrigo Davies, Michaela Ledesma et Jennifer Welch* (en anglais)





# GENEVA peacebuilding PLATFORM

La Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix est un réseau qui vise à mettre en relation les acteurs de la consolidation de la paix ainsi que les ressources et l'expertise existant dans ce domaine, à Genève et dans le monde entier. Elle a été fondée en 2008 avec le mandat de permettre aux différents secteurs et institutions du domaine de la consolidation de la paix d'interagir pour apporter de nouveaux éléments de connaissance et de compréhension sur la consolidation de la paix et les contextes dans lesquels elle est mise en œuvre. Elle a également vocation à créer des passerelles entre la Genève internationale, l'architecture onusienne de consolidation de la paix à New York et les activités de consolidation de la paix sur le terrain. Le réseau de la plateforme compte actuellement plus de 3 000 spécialistes de la consolidation de la paix et de 60 organisations œuvrant directement ou indirectement dans ce domaine.

La Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix est un projet mené conjointement par quatre institutions : le Centre sur les conflits, le développement et la consolidation de la paix (CCDP) de l'Institut de hautes études internationales et du développement ; le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) ; Interpeace ; et le Bureau Quaker auprès des Nations unies (QUNO).